

# Euro

## Passer de l'euro monnaie unique à l'euro monnaie commune

**B. Monot 31/12/ 2015**

A l'instar du Royaume-Uni, état-membre de l'UE qui possède sa monnaie nationale la Livre Sterling, le Front National propose pour la France de restaurer la souveraineté monétaire par le passage à sa nouvelle monnaie nationale (Nouveau Franc Français) coexistant avec un euro monnaie commune ( l'ECU: projet de 1992) dans une zone européenne multidevises.

### **L'euro : chômage, déficits, déflation, dette**

L'euro monnaie unique (MU) est une cause majeure du marasme économique de notre pays, qui s'est encore aggravé durant le quinquennat de François Hollande. L'euro accroît artificiellement le prix des produits français. Il en résulte toujours plus de chômage, et un solde commercial qui s'est fortement creusé depuis l'entrée en vigueur de l'Union monétaire, passant d'un excédent de 23,1 mds € en 1997 à une dégradation dès 1999 (année d'entrée en vigueur de l'Union monétaire), puis à un déficit dès 2003 (année qui a suivi l'introduction de l'euro fiduciaire), déficit qui s'est creusé à - 74,5 milliards d'euro en 2011 pour s'établir à - 45,6 milliards d'euros en 2015 (sa diminution provenant pour l'essentiel de la baisse des cours du pétrole).

L'euro pénalise ainsi davantage encore notre industrie. Elle n'en avait pas besoin, étant déjà gravement mise en péril par la concurrence des pays à bas salaires, qui pratiquent massivement le *dumping* social et la sous-évaluation de leurs monnaies, que la faiblesse des tarifs douaniers européens ne permet pas de contrecarrer. La désindustrialisation de notre pays s'aggrave (la part de la valeur ajoutée manufacturière s'est effondrée de 15,7 % en 2000 à 11,2 % en 2014) et avec elle explose le chômage, de plus en plus massif et durable. Ainsi, le nombre de chômeurs s'est accru de 3,4 millions fin 2000 à 5,5 millions fin 2015, le nombre de chômeurs de longue durée d'un million fin 2007 à 2,4 millions fin 2015. Ce phénomène va bien au-delà de l'industrie, car la suppression d'emplois industriels entraîne la suppression d'emplois dans d'autres secteurs (fermetures de magasins et d'entreprises artisanales, réduction des services publics). C'est ainsi que des millions de Français sombrent dans la pauvreté et que des régions entières se vident de leurs activités et de leurs habitants les plus actifs. La faible croissance du PIB, voire sa diminution, entraîne une baisse des ressources fiscales, qui contribue à piéger les finances publiques dans une situation de déficit permanent.

### **Les gesticulations de Bruxelles et de Francfort**

Les institutions européennes ont un seul remède à cette situation : **la « dévaluation interne », qui est en réalité une politique de déflation** (réduction autoritaire des salaires et des prestations sociales pour diminuer les coûts salariaux, puisqu'on ne peut jouer sur le taux de change). Ce n'est pas un hasard si les eurocrates évitent de prononcer ce mot : il est en effet bien connu que **la déflation, lorsqu'elle a été pratiquée, s'est toujours soldée par un effondrement de toutes les variables économiques** (emploi, prix, production, investissement, consommation) avec, au final, un appauvrissement massif de la

population. **Cela s'est produit en Europe et aux Etats-Unis dans les années 1930** ; on l'a observé récemment en Espagne, en Italie, au Portugal et surtout en Grèce, où la situation est la plus catastrophique parce que c'est dans ce pays qu'est menée la politique de déflation la plus radicale. Le scénario grec peut, demain, s'étendre à des pays beaucoup plus grands tels que l'Italie ou l'Espagne, faisant sombrer les finances publiques et le système bancaire de l'ensemble des autres pays européens, qui seront incapables de les soutenir. Rappelons que le coût pour la France du sauvetage de l'euro MU pour le financement des FESF, MES et autres, en vue de renflouer les pays en difficulté, serait de 70 Mds € et de 470 Mds € de cautions financières appelables.

De grands économistes aux opinions aussi différentes que Milton Friedman ou John Maynard Keynes sont d'accord justement sur un point : ils dénoncent le caractère destructeur de la déflation et lui préfèrent une politique de dépréciation du change.

Non contents de promouvoir une politique économique et monétaire néfaste, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Eurogroupe mènent une politique incohérente puisque, tout en organisant la déflation dans les pays en difficulté d'Europe du sud, ils prétendent lutter contre la déflation à l'échelle européenne. **Ils nous font prendre des vessies pour des lanternes** : faut-il s'étonner qu'une telle politique n'aboutisse qu'à l'échec ? Dans un dernier effet de manche, M. Mario Draghi, Président de la BCE, a envisagé de distribuer de l'argent directement (*helicopter money*) aux Européens pour enrayer la déflation. Pourtant, il est mieux placé que quiconque pour savoir que les statuts de la BCE lui interdisent de prendre une telle mesure : il s'agit en réalité d'endormir l'opinion dans la perspective des importantes élections françaises et allemandes en 2017.

### **Le paradoxe: pour sauver l'euro, il faut sortir du cadre de l'euro monnaie unique**

**La seule alternative au scénario de cauchemar « à la grecque » qui se profile pour la France, c'est la sortie de l'euro monnaie unique (MU).** L'euro MU, c'est avant tout la fixité irrévocable des taux de change. Or, une telle fixité, imposée à des pays qui ont des économies fondamentalement différentes et dont les citoyens n'émigrent pas en masse d'un bout à l'autre de l'Europe pour trouver du travail (car la proximité des structures économiques et la mobilité absolue des travailleurs sont les deux conditions majeures de succès d'une union monétaire, selon la théorie de la zone monétaire optimale), c'est **la fixité de la mort**. Les économies européennes, loin de se rapprocher comme le prévoyaient les partisans de l'euro, ont au contraire divergé depuis l'instauration de celui-ci... comme le prévoyaient ses adversaires il y a déjà plus de vingt ans !

La sortie de l'euro MU est un des points-clefs du programme économique du Front National. Elle n'est pas une fin en soi, mais au contraire le point de départ à partir duquel nous pourrions développer pleinement notre action pour le renouveau économique et la réindustrialisation de la France. La Banque de France, qui pourra de nouveau effectuer des avances au Trésor ainsi que pour le financement de certains grands projets d'intérêt national, telles la réindustrialisation et la transition énergétique, participera à ce renouveau. L'élection de Marine Le Pen à la Présidence de la République sera donc un mandat donné par les Français pour négocier afin de quitter l'euro MU. Cette sortie sera négociée avec les autres Etats de la zone euro mais elle devra être la plus rapide possible, afin de ne pas créer une longue situation d'incertitude sur les marchés. Il en résultera une dépréciation immédiate du taux de change, d'où un moindre coût relatif des produits français, ce qui entraînera :

- en France, une substitution des produits français aux importations ;
- à l'étranger, une hausse de la demande de produits français.

L'effet inflationniste de cette dépréciation sera limité par ce mécanisme de substitution ainsi que par la faiblesse, que l'on observe depuis plusieurs années, du taux d'utilisation des capacités de production (TUC). En effet, la faiblesse du TUC signifie que des capacités de production inemployées existent dans notre économie, et qu'elles pourront répondre immédiatement à la demande croissante de produits français : les prix ne devront pas augmenter pour équilibrer l'offre et la demande car, face à une demande qui s'accroîtra, l'offre existe d'ores et déjà.

Conformément au mécanisme de la courbe en J, selon lequel une dépréciation du change entraîne une brève dégradation du solde des échanges (en raison de la hausse des prix des importations avant que leur remplacement par les produits nationaux ait commencé : c'est la boucle du J), puis l'apparition d'un excédent commercial durable en vertu de la hausse des achats de produits du pays dont le change s'est déprécié (c'est la barre du J), nous anticipons un excédent commercial important et durable dans un délai d'un ou deux ans suivant la sortie de l'euro MU.

### **Garantir la stabilité par un euro monnaie commune**

Seul le passage au **nouveau franc français** permettra à l'économie française de respirer en vivant à son rythme. Il se traduira par une dépréciation initiale du taux de change jusqu'à un point d'équilibre, qui devra être crédible et durable : le Front National ne vise ni la dépréciation permanente de la monnaie et la spirale inflationniste qui l'accompagnerait, ni la guerre des monnaies, tout particulièrement avec nos partenaires européens. En effet, les relations commerciales entre la France et le reste de l'Europe auront vocation à demeurer très intenses, après comme avant la sortie de l'euro MU. Il en résulte la **nécessité d'un taux de change stable mais ajustable**.

Un taux de change stable mais ajustable, comme l'étaient ceux des devises européennes dans le cadre de l'ancien Système monétaire européen (SME), est, en dépit des apparences, fondamentalement différent d'un taux de change irrévocablement fixé (cas de la zone euro depuis 1999). La stabilité du change permet des relations économiques et financières prévisibles dans le temps ; son caractère ajustable permet aux économies nationales de respirer chacune à son propre rythme lorsque cela est nécessaire. **C'est dans cet esprit que le Front National préconise l'instauration d'un euro monnaie commune (euro MC) un euro commercial** pour les échanges internationaux, dans la sous deux modalités différentes, qui peuvent ou non coexister :

- **la réactivation du mécanisme de change européen MCE II**, qui fixe des marges de fluctuations de 15 % (par rapport à leur taux pivot) des devises qui en sont membres, et prévoit des interventions concertées pour la défense des taux de change. Le MCE II est à l'heure actuelle réduit au seul Danemark. Dès l'élection de Marine Le Pen à la présidence, la France négociera dans les plus brefs délais des modifications aux textes régissant le MCE II, en vue de s'inscrire dans ce mécanisme, désormais conçu comme un dispositif durable déconnecté de l'adhésion à l'euro monnaie unique. Ce point peut se concrétiser rapidement et facilement ;
- **la transformation de l'euro en un point de passage obligatoire des transactions de change** (sur le marché des changes, à l'exclusion du change touristique) entre les monnaies

européennes et les monnaies du reste du monde, dont tout particulièrement le dollar. Dans le cadre d'un tel système, il faudra, pour acheter des francs contre des dollars, acheter d'abord par un simple jeu d'écritures des euros avec ses dollars, puis des francs avec ses euros. Ainsi sera introduite pour les spéculateurs une véritable boîte noire : le passage par l'euro employé comme « monnaie-écran » neutralisera les mouvements de change intra-européens intempestifs et artificiels dus aux seules fluctuations du dollar. Ce point sera plus long et plus difficile à mettre en œuvre que le point précédent. A défaut, un MCE II rénové (cf. ci-dessus) pourra constituer un dispositif suffisant.

## **POSITION:**

### **Garder "l'euro commercial" pour les échanges internationaux et passer au nouveau franc français dans une zone européenne multidevises**

1. refuser d'engager des politiques d'austérité sans issue au nom de la préservation d'une monnaie qui étouffe l'Europe. Ces plans successifs d'austérité frappent toujours les mêmes : classes populaires et moyennes, retraités, fonctionnaires, PME/PMI. La France doit donc mettre son veto aux inutiles et ruineux plans de renflouement des pays victimes de l'euro. L'argent des Français doit rester en France.
2. la France doit préparer, avec ses partenaires européens, l'arrêt de l'expérience malheureuse de l'euro, et le retour bénéfique aux monnaies nationales qui permettra une dévaluation compétitive pour oxygéner notre économie et retrouver la voie de la prospérité. Sortir de l'euro constitue un défi technique, mais ne provoquera aucunement le cataclysme décrit par les idéologues et autres fanatiques de la monnaie unique. Bien préparée, concertée avec les autres nations européennes, la fin ordonnée de l'euro est la condition de la renaissance économique de la France. Rester dans l'euro, c'est se condamner à « mourir à petit feu », selon l'expression de l'économiste Alain Cotta.
3. Afin d'accompagner la sortie de l'euro, un ministère chargé des Souverainetés devra prendre en charge techniquement et juridiquement la renégociation des Traités et la restauration de notre souveraineté nationale dans l'ensemble des domaines où elle a disparu, notamment monétaire.
4. Il conviendra d'adopter des mesures provisoires de contrôle des mouvements de spéculation des capitaux.
5. La coopération européenne permettra d'examiner, pendant toute la durée de la négociation, l'ensemble des options envisageables pour rétablir la souveraineté monétaire des Etats membres.
6. La réintroduction du franc ira de pair avec le rétablissement des prérogatives de la Banque de France en matière monétaire, y compris la capacité de consentir des avances au Trésor.